

Votations

4

Écologie

11

Monde du travail

12

Culture

14

EFAS: la santé publique n'est pas à vendre!

Contre les ravages du feu au Brésil, la réforme agraire

Rééquiper le tissu syndical d'une stratégie offensive

Mets tes palmes: plongée en eaux queer-féministes

QUAND ON A BESOIN
D'AVOIR DES CENTAINES
DE MANIFESTATIONS
JUSTE POUR DIRE QUE
BOMBARDER DES INNOCENTS
CE N'EST PAS NORMAL
VOUS SAVEZ QUE
L'HUMANITÉ
A ÉCHOUÉ.

Édito

DROIT INTERNATIONAL ET SOLIDARITÉ INTERNACIONALISTE

Cela fait plus de 365 jours que la puissance occupante israélienne perpète un génocide contre la population palestinienne de Gaza. 365 jours et plusieurs décennies qu'elle impose un régime d'apartheid et d'occupation illégale toujours plus oppressant et violent contre les Palestiniens de 1948 et de Cisjordanie, dans la plus grande impunité et en totale violation de toutes les normes de droit international, de toutes les résolutions de l'ONU, de toutes obligations coutumières et morales.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, la puissance occupante sioniste effectue un nettoyage ethnique total d'une violence qui dépasse l'entendement contre la partie Nord de Gaza et le camp de Jabalia; en même temps qu'elle intensifie sa campagne de bombardements et d'agressions contre le Liban, tuant des civils sans aucun respect pour les principes de distinction et proportionnalité inhérent au droit international.

Israël est pourtant toujours armé et soutenu par un Occident (États-Unis en tête)

qui semble avoir oublié toute mesure de décence et toute la rhétorique légale, pourtant si vite ressortie lors de l'agression Russe contre l'Ukraine.

Au milieu de ce carnage, nous sommes forcés d'assister à l'injustice sans cesse renouvelée du double-standard occidental et à la manufacture du consentement à ces violations déployée dans les médias dominants occidentaux.

Rongés par un sentiment insoutenable d'impuissance face à la force brute déployée, on est alors en droit de

s'interroger sur la pertinence du droit international et sur sa pérennité, au vu de l'impunité totale dont bénéficie la puissance occupante sioniste.

Les normes de droit international sont pourtant claires et les États du Sud Global, la société civile et les activistes de par le monde s'en sont saisis: des décisions multiples de la Cour Internationale de Justice sur l'illégalité de l'occupation, sur le crime de génocide ou encore sur le mur en Cisjordanie; aux innombrables résolutions du Conseil de Sécurité, de l'Assemblée Générale des Nations Unies, en passant par les demandes de mandats d'arrêts internationaux faits par le Procureur de la Cour Pénale Internationale à l'encontre de plusieurs

Santé

5-7

TOXICODÉPENDANCE: NI CACHER, NI RÉPRIMER. ACCOMPAGNER

figures politiques israéliennes ou encore par les rapports de la Commission d'Enquête sur la situation des droits humains dans les Territoires Occupés, dont Jérusalem et en Israël, mandatée par le Conseil des Droits de l'Homme ou par le travail des expert·es des Procédures Spéciales du Conseil des Droits de l'Homme, menées par l'infatigable Francesca Albanese; chaque mécanisme tente d'apporter sa pierre à l'édifice de la justice et de la redevabilité.

Malheureusement le droit international et les instances qui lui sont associées sont tributaires des positions de politique étrangère des États. Or, il semblerait que la position hégémonique occidentale, Suisse comprise, soit que la puissance occupante sioniste se trouve au-dessus du droit et que chaque abomination commise soit justifiable par le concept de « légitime défense ». Concept lui-même hautement qualifié en droit international et qui doit répondre à de nombreux critères pour être recevable. Évidemment, aucun de ces critères n'est respecté par la puissance occupante.

Cet état de fait, et le manque d'application du droit international, ne doivent pas nous faire perdre espoir, ni nous faire abandonner l'utilisation des instances internationales, multilatérales ou juridiques. Mais elles ne constituent pas une fin en elles-mêmes : le droit international, si imparfait soit-il, constitue un outil de mobilisation et de tentative de justice parmi tant d'autres. Pour avoir un impact, nous devons nous mobiliser, dans la rue, dans les tribunaux, dans les universités, dans les écoles, dans nos médias, à l'ONU. Nous devons dénoncer la complicité honteuse des médias dominants et des pouvoirs occidentaux, construire des réseaux de solidarité internationale, mobiliser les travailleur·euses, notamment ceux qui peuvent bloquer l'acheminement d'armement à la puissance occupante sioniste.

Si la tâche semble presque insurmontable, nous nous devons de trouver en nous la persistance dans la lutte (sumood) démontrée par les peuples qui résistent en Palestine, au Liban, en Syrie et au Yémen. Nous ne pouvons abandonner quand ils et elles continuent.

Paola Salwan Daher

AGENDA

Genève

SA 19 OCT.

GRANDE MANIFESTATION CONTRE LE GENOCIDE À GAZA ET LA GUERRE EN CISJORDANIE ET AU LIBAN

14 h 30 Place de Neuve

MA 29 OCT.

LE PIEGE DE LA BAISSÉ DE L'IMPÔT SUR LE REVENU Soirée d'information

18 h 30 UOG, Place des Grottes
Org.: Plateforme Justice Fiscale

SA 9 NOV.

COMMÉMORATION DE LA FUSILLADE DU 9 NOVEMBRE 1932 PAR L'ARMÉE SUISSE CONTRE UNE MANIF ANTIFASCISTE

16 h Devant Uni Mail
Org.: Comité 9 novembre

Neuchâtel

MA 29 OCT.

PROJECTION DE YALLAH YALLAH Suivie d'une discussion et d'un apéro

18 h 15 Unine, Espace Tilo-Frey 1

VE 1^{er} NOV.

CHARLES PIAGET ET LA LUTTE DES LIP: UNE EXPÉRIENCE RICHE POUR NOURRIR LES MOBILISATIONS D'AUJOURD'HUI

National

CONFÉRENCES-DÉBAT AVEC THÉO ROUMIER

AUTEUR DE

CHARLES PIAGET, DE LIP AUX « MILLIERS DE COLLECTIFS »
(VOIR ENTRETIEN 12 - 13)

LAUSANNE
JE 31 OCT.
20 H PÔLE SUD

LA CHAUX-DE-FONDS
VE 1^{er} NOV
18 H 30 CENTRE CULTURE ABC

REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur·ice·x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidarités!

→ solidarites.ch/rejoignez-nous

AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé!

→ Sur notre site: solidarites.ch/abonnements

→ Par Twint, en scannant ce QR code



Conférence de Théo Roumier. Voir p. 12
18 h 30 Le Labo de l'ABC,
La Chaux-de-Fonds

Vaud

VE 25 OCT.

FINISSAGE DE L'EXPOSITION PLONGÉE EN ARCHIVES FÉMINISTES (1975-1986). DE LA REVUE L'INSOUMISE À CLIT 007: UNE DÉCENNIE DE FÉMINISME ROMAND

Lectures, DJ-set
Voir entretien pages 14-15
18 h 30 Espace Eeeeh! Nyon

SA 26 OCT.

MICROSALON Livres, affiches, revues, fanzines...
16 h → 20 h Ripopée, 20a Route de l'Étraz, Nyon

JE 31 OCT.

FACE AU PÉRIL FASCISTE, QUELLE GAUCHE CONSTRUIRE? Conférence de Théo Roumier. Voir p. 12
17 h 30 Hôtel de ville de Lausanne

MA 5 NOV.

LUTTER CONTRE LA TRANSPHOBIE: QUELS CONSTATS, QUELS MOYENS? 19 h 30 Lieu à définir, Lausanne

SA 30 NOV.

LA RÉVOLUTION DES ŒILLETES, HISTOIRE D'UN SOULÈVEMENT POPULAIRE Conférence
19 h 30 Maison de quartier de Bellevaux

Impressum
Éditeur
Journal solidarités
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E journal@solidarites.ch
W solidarites.ch/journal

Tirage
5 000 exemplaires
17 n° par an
Comité éditorial
Clara Almeida Lozar
Nadia Badocoui
Clément Bindschadler
Antoine Dubrau
Guillaume Matthey

Carl Studer
Noémie Rentsch
José Sanchez
Thomas Vochetta
Rédaction
Luna Allouix
Pierre Conscience
Nathalie Delbrouck
Anouk Essyad

Zélie Stauffer
Manolo Vuarrlier
François Wos
Maquette et mise en page
Niels Wehrspann
Converture
Photographie Rouge/
Martin Nodir/Hans Lucas

Abonnements
Annuel
Étudiant·es, chômeur·euses, AVS/Al...
Soutien
3 mois à l'essai
Pour payer: CCP 17-216950-1
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1
Demandes d'abonnement et changements d'adresse:
↳ abos@solidarites.ch

fr. 80
150
Gratuit!
Genève
25, rue des Gares
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E info@solidarites.ch
W solidarites.ch/geneve

Contacts régionaux du mouvement
Neuchâtel
Case postale 3105
2001 Neuchâtel
T +41 79 473 83 81
E ne@solidarites.ch
ne.lhout@solidarites.ch
W solidarites.ch/ne

Vaud
5 place Chauderon
1003 Lausanne
T +41 79 402 28 74
E vaud@solidarites.ch
W solidarites.ch/vaud



Manifestation «Entre nous, pas de frontières», Berne, 28 septembre 2024.

National Immigration Racisme

SUPPRIMONS LES FRONTIÈRES ET UNISSONS-NOUS DANS LA LUTTE

Près de 3000 personnes se sont mobilisées à Berne pour réclamer des droits pour les personnes dans l'asile en Suisse et contrer l'ombre menaçante des récents projets racistes votés au parlement.

A l'appel de Solidarité sans frontières et de plus de 100 organisations à travers toute la Suisse, une manifestation nationale s'est déroulée à Berne le 28 septembre dernier. Sous la pluie, près de 3000 personnes ont défilé depuis la Schützenmatte jusqu'à la Place fédérale, où des stands et des discours étaient prévus.

Slogans, pancartes et prises de parole ont permis de rappeler que la Suisse doit prendre ses responsabilités face aux injustices et aux inégalités à l'échelle mondiale, que l'égalité des droits pour toutes et tous ne se négocie pas et que l'exclusion, l'exploitation et les renvois doivent cesser immédiatement.

Un cortège résolulement solidaire

Depuis Genève, Lausanne, Neuchâtel et la Chaux-de-Fonds, des bus ou

des convois en train ont été organisés, afin de permettre la présence des exilé·es, premier·ères concerné·es. Durant la manifestation, les violences subies par les personnes migrantes en Suisse ont été dénoncées : des intolérables renvois à la violence policière en passant par la précarité induite par des statuts dits « provisoires » (qui durent en réalité des années) menant souvent à des conditions de vie insalubres. Sans oublier la déshumanisation que représente la procédure d'asile avec ses profondes atteintes à la santé mentale suite aux menaces subies, à la traque de l'abus, à l'attente interminable d'une décision de la part des autorités.

Durant la manifestation, un tronçon en soutien avec la Palestine et dénonçant le génocide à Gaza a permis de faire le lien avec l'actualité internationale. Car les

mécanismes postcoloniaux et impérialistes qui sont en œuvre derrière la fermeture de l'Europe-forteresse et le refus d'accueillir les personnes migrantes sont aussi à l'origine du consentement offert par les pays occidentaux à Israël depuis des décennies (et de façon tellement évidente depuis une année) pour exterminer le peuple palestinien. Et parce qu'il n'est pas plus supportable de voir des habitant·es de seconde zone en Suisse, affublés d'un permis au rabais ou sans droit d'exister, que de savoir l'apartheid en cours en Palestine depuis plus de 70 ans.

La parole aux concerné·es : stop à l'exploitation et aux violences

À l'issue de la manifestation, des témoignages ont été livrés, dont celui d'une femme érythréenne qui a

souligné la difficulté à (sur)vivre en Suisse : « L'incertitude permanente provoque un énorme stress psychologique. Beaucoup d'entre nous ont peur de l'avenir, se sentent piégés dans une cage et perdent tout espoir. Nous ne sommes pas seulement des réfugié·es : nous sommes des personnes avec des rêves et le désir de faire partie de cette société. »

Le collectif Pangea, composé de personnes migrantes auto-organisées, a pris la parole pour révéler l'hypocrisie des politiques suisses : « Nous, qui travaillons de longues heures pour de bas salaires, sommes peut-être l'un des éléments les plus importants de l'économie suisse, mais nous ne pouvons participer à aucun mécanisme de décision. [...] Sous prétexte d'intégration, nous sommes contrain·tes de nettoyer les toilettes ou de faire des stages obligatoires ; notre travail est exploité, et nous sommes réduit·es à l'esclavage. Les cours de langue sont insuffisants, notre statut social est constamment dévalorisé, notre travail exploité, et nous sommes exclues de la vie sociale. »

Des vies qui comptent plus que d'autres

Malheureusement, on ne peut donner tort à ces discours ni leur offrir de perspective d'avenir positive, en tout cas à moyen terme. Au contraire, depuis quelques semaines les motions et autres projets racistes et xénophobes déposés par l'UDC (et soutenu par toute la droite) au parlement national fleurissent : restriction drastique du droit au regroupement familial pour les personnes admises provisoirement, durcissement de la répression contre les personnes sans-papiers, refus de protéger les droits des enfants mineurs migrants, etc.

Et si ce n'était que la droite... Mais on n'oublie pas que c'est une Conseillère fédérale socialiste qui a organisé la réforme de l'asile menant à l'enfermement des requérant·es dans des Centre fédéraux à la seule fin de les renvoyer plus rapidement. Et aujourd'hui un Conseiller fédéral toujours socialiste qui se vante d'une « procédure en 24 heures » spécialement adressée aux personnes venant d'Afrique du nord pour organiser leur expulsion en un temps record.

Face à un tel tableau, une journée – quand bien même fut-elle pluvieuse – de mobilisation nationale était plus que bienvenue, pour se retrouver et partager notre détermination, pour se renforcer et ne rien lâcher, même si la route sera longue !

Aude Martenot

LA SANTÉ PUBLIQUE N'EST PAS À VENDRE !

Après plusieurs attaques de la droite et du patronat contre notre système de retraites, c'est au tour de celui de la santé d'être visé. Le 24 novembre prochain nous voterons sur une modification de la loi sur l'assurance maladie qui, sous ses airs techniques, cache une réelle menace démocratique et sociale.

La réforme EFAS vise à uniformiser le financement des soins de santé. Actuellement les soins stationnaires, prodigués à l'hôpital ou dans une clinique et qui nécessitent que le ou la patient-e reste au moins une nuit, sont financés à 55 % par les cantons et 45 % par les caisses-maladies. Pour les prestations ambulatoires (dans un cabinet médical, un laboratoire ou à l'hôpital sans nuitée) la facture est prise en charge à 100 % par les assureurs maladie. Enfin, en ce qui concerne celle des soins de longues durées à domicile ou en EMS, elle est en moyenne prise en charge à 46 % par les cantons et à 54 % par les assurances maladie. La nouvelle clé de répartition proposée par la réforme limiterait la participation des cantons à 26,9 % dans tous ces secteurs, laissant le financement restant, soit 73,1 %, à la charge des assurances maladie.

À priori, cette réforme semble positive puisqu'elle crée une incitation financière renforçant le « transfert du stationnaire vers l'ambulatoire », moins coûteux. Rien de nouveau, puisque ce programme existe en réalité depuis des années. S'il s'avère peut-être bien pratique pour les personnes jeunes et entourées, il l'est beaucoup moins pour les plus âgées, en moins bonne santé ou sans famille.

La santé publique menacée

Avec EFAS, les caisses maladie géreront donc non seulement les primes que nous leur versons chaque mois, qui se montent à un total de 38 milliards par année, mais également une partie de nos impôts, soit 11 milliards de francs supplémentaires. Or, les caisses maladie ont pour mandat de financer les prestations figurant dans le catalogue de l'assurance obligatoire des soins, de négocier les tarifs et de calculer puis encaisser nos primes. Elles

n'ont en revanche pas le mandat d'identifier les besoins de santé de la population, ni de piloter l'organisation des soins, ou de définir les objectifs de santé publique. Ce sont des responsabilités à charge des cantons et de la Confédération.

Cette réforme consacre donc, de fait, un désengagement, voulu par certains cantons, des pouvoirs publics dans la gestion du système de santé. Avec pour effet un moindre financement des soins, notamment de longue durée (en EMS et à domicile) par les impôts et un report de charges sur les assureurs maladie. Conséquences : une augmentation des primes et de la participation directe pour les assurés et les résident-es d'EMS, comme l'indique d'ailleurs l'une des deux faïtières des assureurs maladie, santésuisse, opposé à cette réforme.

Les femmes, triples perdantes de cette contre-réforme

Avec EFAS, ce sont surtout les femmes qui seront le plus touchées : en tant qu'assurées, travailleuses et résidentes.

Les primes par tête pèsent proportionnellement, même avec un subside, plus lourd sur les personnes à bas et moyen revenu, qui sont le plus souvent des femmes. Elles sont également flouées en tant que salariées : ce sont majoritairement elles qui travaillent dans le secteur des soins et qui verront leurs conditions de travail et leurs salaires mis sous pression par les assureurs maladie qui auront plus de poids dans les négociations tarifaires, notamment dans les soins de longues durées.

De même, quand les services publics, et singulièrement de santé, sont privatisés et rendus inac-

cessibles pour les personnes les plus précaires, ce sont principalement elles qui assurent le travail de soins aux autres (notamment leur conjoints). Enfin, comme résidentes, car les femmes représentent 65 % des pensionnaires des EMS, chiffre qui monte à 72 % pour celles de plus de 80 ans (près de 90 000 femmes en 2022). Or, avec EFAS, les cantons ne compenseront plus la facture résiduelle, c'est-à-dire les dépenses des soins en EMS non couverts par les assureurs et les résident-es, puisqu'ils pourront bloquer leur participation à 26,9 %. Conséquence : une augmentation de la facture pour les résidentes.

Caisse unique, l'unique solution

En résumé, EFAS ne s'attaque pas aux principaux problèmes du système de santé : ni aux primes par tête indépendantes du niveau de revenu des assurés, ni aux profits pharamineux des entreprises pharmaceutiques et encore moins à l'opacité des caisses maladie, liée à leurs conflits d'intérêts entre l'assurance de base et les assurances complémentaires.

Nous militons à l'inverse pour que l'assurance maladie devienne enfin une assurance sociale digne de ce nom avec des cotisations salariales, sur le modèle de l'AVS, administrée par une caisse unique publique, gérée de manière démocratique et qui inclut le remboursement des soins dentaires et les aides visuelles.

Il est donc primordial de rejeter cette réforme de la LAMal pour éviter une privatisation accrue de notre système de santé. La bataille sera difficile avec une gauche divisée.

Térence Durig

1^{er} Mai 2024, Lausanne.





Support don't punish (Soutenez au lieu de punir) est une campagne internationale qui demande que les politiques en matière de drogue se concentrent sur la santé et la réduction des risques. Action à Lausanne, 26 juin 2024.

Santé Vaud National

CACHEZ CETTE CONSOMMATION QUE JE NE SAURAI VOIR

La Suisse réalise l'exploit malheureux de considérer la toxicodépendance comme un problème de santé publique, tout en restant embourbée dans l'ornière répressive de la « guerre contre la drogue ».

Avec sa politique des quatre piliers (prévention, thérapie, réduction des risques, répression) la Confédération semblait pourtant suivre le chemin tracé par le Portugal, dont l'encadrement de la toxicodépendance a prouvé être meilleur que les politiques prohibitives : plus de 20 ans après sa mise en place, le modèle portugais de dépenalisation de la consommation et d'accès aux soins pour les personnes toxicodépendantes continue de produire de meilleurs résultats sociaux, médicaux et économiques que les politiques de guerre contre la drogue. Hélas, si

au Portugal la priorité est donnée à l'accompagnement des consommateur·ices, en Suisse des moyens démesurés sont alloués à la répression, au détriment des trois autres piliers. Et il semble que la majorité des médias et des partis s'inscrit dans cette volonté de punir plutôt que de soigner.

Propre en ordre

Le 26 septembre, les villes de Lausanne, Vevey et Yverdon envoyaient une lettre au Conseil d'État vaudois. Leur demande : organiser urgemment des assises de la chaîne pénale et de la santé publique, afin de lutter

contre le deal de rue et la consommation de drogue dans l'espace public. Les signataires y abordent brièvement l'insuffisance du nombre de structures d'accueil et le peu d'accompagnement médicosocial à disposition. Mais surtout, ils déplorent le manque de répression du deal de rue, et la manière dont la situation vient gâcher l'attractivité des centres-villes. L'urgence semble avant tout de restaurer le propre en ordre, obsession cardinale de la bourgeoisie helvétique.

Quand on se tourne, le nez pincé, vers les revendications de la droite et de l'extrême-droite,

on retrouve, en plus décomplexée, cette volonté de résoudre le problème par la répression : caméras de surveillance, tolérance zéro et sociétés de sécurité privées sont invoquées pour débarrasser les centres-villes de la vente et de la consommation visible. La RTS n'est pas en reste et ouvrait le 8 octobre, dans son émission infrarouge, un débat titré « Deal de rue : a-t-on perdu le contrôle ? » donnant la part belle aux partisan·es de la répression. La toxicodépendance en tant que problème de santé publique se retrouve obscurcie par sa présence incommode pour les passant·es et riverain·es.

Dans cette configuration politique et médiatique, la répression persiste comme réponse la plus adaptée, voir la seule envisageable. Un cercle vicieux, déjà bien installé, risque de se renforcer : la réduction des risques et l'encadrement de la consommation sont mis de côté, en faveur d'une répression policière, invisibilisant provisoirement la consommation et la vente. La partie émergée de l'iceberg disparaît pendant quelques temps, compliquant le travail des professionnel·les de terrain, pourtant plus à même de réduire le problème sur le long terme. Faute de structure pouvant faire sortir les consommateur·ices de l'engrenage de la toxicodépendance, la pointe de l'iceberg resurgira tôt ou tard.

L'impasse de la prohibition

Voilà plus d'un siècle que les États modernes échouent à empêcher la distribution de produits illégaux, quels que soit les milliards investis dans la répression ou dans la destruction des sites de production. Pire, la prohibition elle-même sert le narcotrafic, en empêchant tout contrôle sur l'élaboration et la distribution des produits et en augmentant leur rareté. La criminalisation de la vente tend également à créer des appels d'air, la disparition d'un·e vendeur·euse entraînant son remplacement le plus rapide possible par le réseau qui l'exploitait, afin de conserver la mainmise sur le territoire de vente.

Tant que la priorité politique et financière ne sera pas passée de la répression de la vente à l'encadrement de la consommation, la lutte contre la drogue continuera d'engloutir de l'argent public pour invisibiliser le problème, plutôt que de le résoudre. Heureusement, d'autres modèles existent. Reste à trouver le courage politique de faire passer la santé des plus précaires avant le propre en ordre bourgeois.

Matthias Ortega

POLITIQUES PUBLIQUES EN MATIÈRE D'ADDICTIONS: DISSIMULER OU ACCOMPAGNER?

La consommation de drogues dans l'espace public a fait couler beaucoup d'encre ces derniers mois. Le sujet est abordé à travers un regard déshumanisant et sensationnaliste. Entretien avec un travailleur social actif dans la réduction des risques pour contrebalancer ces récits.

La consommation dans l'espace public et le deal de rue font les gros titres des journaux romands. Comment ces flambées médiatiques se retrouvent dans ton travail et celui de tes collègues ?

C'est un peu cyclique. À chaque fois, les gens s'étonnent. Mais en fait, cette consommation est là depuis toujours. Après, il y a quand même une augmentation. Nous, ce qu'on voit dans notre travail, c'est les personnes les plus précaires et les plus marginales. Et du coup, ces personnes-là, elles sont problématiques parce qu'elles consomment dans l'espace public, parce qu'il y a des déchets, il y a des nuisances. Il y a une volonté de déplacer ces personnes-là, loin des centres-villes gentrifiés. Il faut les invisibiliser, les cacher.

Ce qu'on essaie de défendre dans notre profession, c'est de dire : il faut un espace de consommation sécurisé (ECS), mais il faut aussi un espace d'accueil pour que les gens puissent se poser, manger, ce qui n'est pas le cas dans tous les ECS romands. Toutes les thématiques de l'hygiène, de la nutrition et tout ça, ça passe un peu à la trappe.

Les médias dépeignent souvent les usager·ères comme un bloc monolithique à travers la figure du « tox », sale, dangereux et nuisible. Est-ce que tu peux nous décrire les populations avec lesquelles tu travailles ?

C'est souvent des gens qui sont SDF, souvent sous curatelle, qui ont des problématiques d'addictologie, mais aussi des profils psy particuliers. Et puis, des comorbidités liées à la consommation, du fait qu'ils vivent à la rue. C'est des personnes hyper vulnérables. Après c'est des populations mixtes en termes de nationalités et de situation de régularité ou d'irrégularité. Il y a pas mal de personnes originaires du Maghreb, par exemple, qui eux sont tout le temps dehors. Ils ont très peu d'accès aux aides d'urgence parce qu'ils ne sont pas prioritaires dans les critères.

Pour certains, c'est l'organisation complètement défaillante de l'asile qui les fait tomber dans la toxicomanie. C'est des gens qu'on laisse dans la rue, ils n'ont pas le droit de travailler, du coup, ils finissent par dealer un peu, puis du coup, ils finissent par fumer un peu et ainsi de suite. La précarité s'auto-alimente et génère les problématiques d'addiction. Souvent, c'est des gens qui ont des qualifications. Ils sont peintres, soudeurs, souvent des métiers manuels. Quand tu les rencontres au début, ils te demandent : « Ah, mais j'aimerais travailler, comment je fais ? ». Du coup, t'es un peu là : « Ouais, bah, tu ne vas pas pouvoir... »

On responsabilise souvent les usager·ères pour leur situation. Qu'est-ce que tu peux dire de

cette vision sur la base de ton expérience ?

Quand tu parles avec des gens qui sont consommateur·ices de drogue depuis 30-40 ans, souvent, c'est des gens qui ont consommé, comme plein d'autres, de l'alcool, des joints, des drogues festives. Puis, à un moment dans leur vie, iels ont eu des grosses merdes et puis iels se sont retrouvés à la rue. Souvent, c'est des récits de viol, d'inceste, de perte de logement du jour au lendemain, de problèmes familiaux, de mariages foirés, de perte d'emploi. Ça se décrépète un peu comme ça. Iels rentrent dans la conso par des effets de parcours de vie, d'accidents de vie.

Est-ce que le système de santé et d'aide est adapté pour aider les personnes toxicodépendantes ?

En fait, il y a un truc hyper particulier dans la maladie de l'addiction, c'est quelque chose qui relève du « ici et maintenant ». Pour donner un exemple avec une prestation : un·e usager·e arrive, iel demande une douche, mais il y a de l'attente. Et du coup, iel se barre. Ça ne marche pas, parce qu'iel est rattrapé·e par la consommation, le manque. C'est pareil pour les accompagnements admin ou les hospitalisations, c'est que tout d'un coup, iels sont là, motivés et prêts à débiter un suivi. Et si iels ne sont pas pris·es tout de suite, ça capote.

L'autre pendant, c'est que même si iels rentrent dans des processus d'hospitalisation, à la sortie, iels

n'ont toujours rien. Genre, il y a cinq ou six mois, une personne est venue me demander à être hospitalisée en psychiatrie. Par chance, ça a marché. Elle a fait huit jours en hospitalisation d'urgence, puis après, on lui a dit qu'il fallait partir. Mais elle ne voulait pas. Elle leur disait, si je pars, je vais me retrouver dehors, je vais reconsumer, ça ne sert à rien. Ils l'ont foutu dehors...

Après, ce n'est pas pour critiquer le service d'urgence, il n'y a pas de place, il n'y a pas de place. C'est de l'urgence, ce n'est pas censé être un long séjour. Mais pour le long séjour, il faut attendre, il faut faire plein de rendez-vous psy, etc...

Du coup, c'est des personnes qui retombent assez fatalement dans la conso. Je n'ai pas trop de souvenirs de gens qui, en passant par ça, ont réussi à avoir une consommation contrôlée.

Est-ce que la consommation peut servir d'automédication pour les usager·ères ?

Oui, il y a plein de gens qui ont un discours : « c'est pour oublier ». Je pense à une personne avec qui je travaille, qui a vécu la guerre, qui a vu des gens morts, des têtes coupées, des trucs... Et il ne le formule pas comme ça, mais quand tu discutes avec lui, tu comprends qu'il y a une espèce de truc... qu'il faut oublier. C'est comme ça qu'il peut oublier. C'est une personne sans papiers, qui n'a pas accès à des soins psy, ou difficilement. Plus généralement, j'entends souvent un dis-



En plus des espaces de consommation sécurisés, le travail social s'effectue sur le terrain. Depuis mi-février 2023, l'association genevoise Première ligne effectue des maraudes nocturnes une à deux fois par semaine. Travailleur social avec un sac chargé de matériel de réduction des risques.

« MADAME COURAGE »

Madame Courage, c'est le nom d'une benzodiazépine qui est beaucoup consommée au Maghreb par les jeunes. C'est du Lyrica, du Temesta, des anxiolytiques, des trucs comme ça. Mais c'est aussi des drogues qui sont utilisées pour le parcours migratoire, pour traverser la Méditerranée.

Ça désinhibe, ça fait des trous de mémoire, on n'a plus peur du danger. Du coup, les migrant·es prennent souvent ça pendant la traversée. Mais vu que c'est hyper addictif, quand iels arrivent en Europe, iels cherchent ça. Moi j'ai déjà vu des gens se taillader les veines pour s'en faire prescrire. Mais jamais un psychiatre va te prescrire du Lyrica parce que tu es addict. Il faut réussir à rentrer dans un cursus psychiatrique. Quand on n'a pas de papiers, c'est assez compliqué. Il faut connaître les stratégies face au corps médical, adapter son discours : « J'ai envie d'arrêter le crack, mais ce qui m'aide à ne pas consommer, c'est le Lyrica ». Là, peut-être, tu auras une prescription. Mais après, il faut avoir aussi l'argent pour payer ses médicaments. C'est des gens qui n'ont pas d'assurance. Ils se retrouvent à dealer. Ils vendent du shit pour se faire un peu d'argent, pour acheter après du Lyrica. C'est comme ça.

cours de « J'ai plus consommé ces derniers temps, parce qu'il s'est passé un truc, et il fallait que j'oublie ». Il y a cette idée d'anesthésie.

Qu'est-ce qui pourrait être fait pour améliorer la situation et réellement prendre en charge les usager·ères ?

Il faudrait de l'occupationnel pour ces personnes-là, un moyen de les valoriser dans leur savoir-faire, tout en ayant une flexibilité. Il faudrait aussi revoir les conditions d'accès aux différentes aides et structures. Ces personnes, elles sont hyper nostalgiques de l'époque où elles travaillaient. Ce truc de... la valeur travail en Suisse, c'est quand même hyper fort. Mais en effet, après 20 ans de rue et de consommation, c'est compliqué. Surtout que c'est souvent des corps qui tiennent parce qu'il y a la consommation. Dès qu'elle disparaît, c'est des années d'hospitalisation, de traitement. Pour une partie d'entre elleux, rentrer sur le marché du travail n'est plus possible, c'est plutôt la case AI. C'est illusoire de penser que tout le monde va pouvoir redevenir « un membre actif de la société ». C'est pour ça qu'il faut agir en amont des moments de rupture.

Qu'est-ce que tu as à dire concernant le budget de la politique des 4 piliers à cet égard ?

On donne beaucoup plus de fric au volet répressif et franchement ça sert juste à précariser encore plus les usager·ères. La répression ça

consiste à amender et à confisquer les produits stupéfiants. À force, les amendes s'accumulent et les usager·ères finissent en prison. Ces cycles sont parfaitement stupides et coûtent hyper cher : on doit financer des prisons, des policiers et des gardiens, pour que les personnes recommencent un nouveau cycle à leur sortie.

Mais c'est même pas le plus dramatique, parce que l'action policière ça les met en danger. Par exemple, un·e usager·ère en train de s'injecter voit arriver un policier, du coup, iel se précipite et s'injecte en une fois sa dose pour pas se la faire confisquer, et du coup, iel risque plus de faire une overdose. Se faire confisquer son produit, ça veut dire aller refaire la manche, aller voler ou faire du travail du sexe (TDS). C'est des risques.

Typiquement, les usagères pratiquent beaucoup le TDS pour se payer leur conso, du coup, clairement, ça les met hyper en danger de leur confisquer leur produit. Ça veut dire qu'elles doivent faire une passe, et potentiellement se faire violer, ou juste ne pas être payées, tu vois. On a meilleur temps de donner à ces personnes-là de l'argent, ça les protégerait, même si cet argent-là est utilisé pour de la drogue.

On entend peu parler d'usagères, tu peux développer sur cette population invisible ?

Souvent, on a peu accès à ces personnes. Pourtant on sait que la consommation, c'est un peu 50/50

en termes de genre. Sarah Perin, une sociologue française qui a fait sa thèse sur l'invisibilité des femmes dans le monde de la drogue, a analysé les facteurs qui produisent cette ombre. Déjà, les ECS ne sont pas des espaces safe pour les femmes. Du coup, elles vont plus consommer seules ou chez quelqu'un, souvent sous une figure masculine qui les protège. Mais du coup, ce n'est pas elles qui vont chercher le produit. Ce n'est pas elles qui vont chercher le matos. Elles consomment dans des habitats un peu précaires. Ou alors, elles sont seules dans la rue. Et là, elles bougent beaucoup. Lorsqu'on les voit, c'est vraiment pour une prestation hyper spécifique, genre : il me faut des seringues, voilà mes usagées, je prends les nouvelles, je pars. S'arrêter, ça revient à s'exposer à des dangers. Paradoxalement, le fait qu'elles soient invisibles, ça les protège. Parce que dans la société patriarcale hyper violente dans laquelle elles vivent, le fait d'être invisibles leur évite des agressions.

C'est clairement un angle mort et un impensé du travail social. On n'a pas vraiment d'outils. Dans l'hébergement d'urgence il y a des étages réservés aux femmes, mais il faudrait aussi avoir des ECS non mixte.

Comment peut-on valoriser le travail de la RDR et souligner le besoin de financements ?

Il faut penser aux coûts que notre travail permet d'éviter. Augmenter

les budgets, c'est économiser sur des épisodes d'hospitalisation, de violence qui n'auront pas lieu. Dans la logique néolibérale, ça ne marche pas parce que tu ne peux pas calculer les bénéfices. Et c'est encore pire. Puisqu'on permet de désamorcer les problèmes avant qu'ils n'adviennent, notre travail est remis en question.

S'il n'y a pas de problèmes, le travail social ne « sert à rien ». Du coup, on nous enlève des subventions. Pareil pour l'hôpital. Ça fonctionne comme une entreprise actuellement. On fait des coûts et des calculs, il faut que l'hôpital soit rentable. C'est absurde. Il faut qu'un hôpital soit en déficit. Il faut que le travail social soit du déficit !

Propos recueillis par Clément Bindschaedler ■



Séverine Chave

Rassemblement devant les locaux de la Tribune de Genève, 12 septembre 2024

Monde du travail National

TAMEDIA FAUCHE LA PRESSE ROMANDE!

En septembre, l'entreprise Tamedia annonçait une nouvelle attaque contre la presse suisse-romande. La méga-entreprise de médias fauche les journaux locaux et mettra à la porte une quarantaine d'employé·es en Suisse romande. Interview de Cathy Macherel, journaliste de *La Tribune de Genève* et membre de la Coordination des rédactions qui défend les intérêts du personnel des rédactions.

Quel est l'impact de la restructuration annoncée par Tamedia en août dernier? Pourquoi Tamedia restructure-t-elle l'entreprise? Quels sont ses objectifs?

Tamedia a annoncé en août son intention de supprimer près de 290 postes équivalents temps plein (ETP), suppressions qui touchent les imprimeries, avec la fermeture de deux sites sur trois (Bussigny et Zurich), ainsi que les rédactions.

Dans les rédactions, après un décompte revu, c'est finalement 25 ETP en Suisse romande qui vont disparaître, ce qui signifie 40 personnes touchées. Auxquelles s'ajoute la suppression de postes de collaborateur·ices extérieur·es. Pour donner une idée de l'ampleur, c'est une personne sur quatre qui est concernée par cette restructuration. L'entreprise a décidé de procéder à cette coupe sévère une année seulement après un coup de

sabre qui avait déjà durement touché les effectifs et affaibli les titres. La direction a expliqué publiquement qu'il est nécessaire de faire de nouvelles économies et entend ajuster les effectifs à une nouvelle structure en gestation.

Comment avez-vous réagi avec vos collègues face à l'annonce récente de suppression de 25 postes en Suisse romande et la fusion des trois journaux romands?

Ces annonces ont fait l'effet d'une déflagration dans les rédactions pour plusieurs raisons. Il y a bien sûr l'ampleur des coupes. Les gens se font évidemment du souci pour leur emploi, mais pas seulement : ils s'inquiètent surtout de l'avenir des titres, car ceux-ci se voient dotés de moins en moins de personnel pour produire des contenus.

À force de trancher dans les effectifs, on ne pourra plus produire un journalisme de qualité. La logique d'économies risque de transformer les titres en produits hors-sol, déconnectés du terreau local. Dans un monde global où l'information s'est démultipliée, nous pensons qu'il faudrait au contraire renforcer les points de vue locaux.

Comment les journalistes et employé·es de Tamedia s'organisent et se mobilisent face à ces annonces?

Nous essayons de dialoguer avec la direction pour tenter de la faire changer de cap, mais ce n'est pas facile, car ce qui frappe dans le projet de réorganisation, c'est que celles et ceux qui font les journaux au quotidien n'ont pas été consulté·es. Pour qu'un nouveau modèle fonctionne, dans toute entreprise, il faut se soucier de l'adhésion collective, savoir écouter, réajuster, et ce travail n'a malheureusement pas été fait en amont des annonces par la nouvelle direction à Zurich.

Côté mobilisation, le plus important est de faire comprendre au public que nous ne nous battons pas seulement pour nos emplois, il y a bien d'autres secteurs qui souffrent. Mais l'information n'est pas un bien comme un autre : si les journaux disparaissent, c'est un pilier de la démocratie qui s'effondre. Dans l'une de nos mobilisations de rue, à *La Tribune de Genève*, nous avons écrit ce slogan sur l'une de nos affichettes : « *Sans nous, qui parlera de vous?* »

Quelles sont les revendications de la mobilisation?

Nous nous battons sur plusieurs plans. Nous demandons que la direction de Tamedia revoie son projet, et revienne à des inten-

tions plus raisonnables. Tamedia, la branche médias de TX Group, connaît des problèmes de rentabilité, mais TX Group, lui, ne se porterait pas aussi bien sans la vitrine que sont ses médias. Il y a un intérêt commun à résoudre la crise des médias, mais nous divergeons sur le chemin à emprunter. D'un côté, des réponses technocratiques pour rationaliser les flux de production, de l'autre la conviction qu'il faut renforcer un journalisme de proximité, ce qui exige un minimum de moyens humains. Nous nous battons également pour les futurs licenciés. Nous demandons que le plan social, de loin pas assez généreux, soit revu à la hausse.

Quel sera l'impact sur la presse romande de la fusion des journaux 24 Heures, Le Matin et Tribune de Genève?

La direction de Tamedia a décrété que la marque *24 heures* était celle qui a du potentiel en Suisse romande, et va donc désormais concentrer ses investissements sur ce titre. Elle assure que *La Tribune de Genève* va demeurer une marque d'importance, mais nous nous inquiétons fortement à Genève, car la réorganisation des structures pourrait condamner à terme notre rédaction à n'être plus qu'un bureau régional dépendant de Lausanne. Cela ne veut pas dire pour autant que les Vaudois·es pensent être les « gagnants de l'affaire » : il y a une forte solidarité entre le personnel des rédactions, qui collaborent déjà beaucoup. À *24 heures*, la rédaction s'interroge sur les promesses d'investissement dans leur marque, censée partir à la conquête de toute la Suisse romande. Mais avec quels moyens?

Comment les organisations politiques, syndicales et la population peuvent soutenir la mobilisation du personnel de Tamedia?

Récemment, quelque 170 personnes du monde de la culture, de l'économie, des sports ont écrit un manifeste pour le maintien d'un journalisme de qualité en Suisse romande. Les politiques, jusqu'aux Conseils d'État de Vaud et Genève, se sont dit très inquiet·es de voir la presse romande s'affaiblir. Les syndicats, ceux spécialisés dans la presse comme Impressum et Syndicom, mais aussi d'autres organismes, se mobilisent et apportent leur soutien. Il est important que ces voix, et la société civile en général, continuent de dire leur attachement à une presse régionale forte et indépendante.

Propos recueillis par Ph K

ALERTE DÉMOCRATIQUE À L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

Face à la mobilisation étudiante en solidarité avec le peuple palestinien en mai dernier, le rectorat de l'Université de Genève a choisi la répression plutôt que de prendre des positions fortes contre le génocide perpétré à Gaza. Depuis la rentrée universitaire en septembre, la répression est encore montée d'un cran.

Quelques semaines seulement après la prise de fonction d'Audrey Leuba au rectorat de l'Université de Genève, le mouvement étudiant de solidarité avec le peuple palestinien commençait son occupation, ouverte à tou·t·e·x·s et pacifique, du hall d'Uni Mail. Loin d'accueillir favorablement cette mobilisation et l'élan démocratique qui l'accompagne, la nouvelle rectrice a plutôt choisi la voie répressive : une semaine après le début de l'occupation, le 14 mai, les forces de l'ordre sont entrées dans l'université pour

évacuer et placer en garde à vue les étudiant·e·x·s – une première à l'Université de Genève.

Au retour de la pause estivale, alors que la mobilisation étudiante n'avait pas encore repris, le rectorat de l'UNIGE a choisi de prolonger sa politique répressive et anti-démocratique. Chaque année, la CUAE, le syndicat étudiant de l'université, réalise et distribue un agenda aux étudiant·e·x·s afin de les informer sur leurs droits, vis-à-vis de l'administration de l'université et des autorités cantonales. Ses pages mettent également à l'honneur la

lutte étudiante menée l'année passée, soit l'occupation d'Uni Mail en solidarité avec la Palestine pour cette nouvelle édition de l'agenda. Sur une base fallacieuse, la Coordination intercommunautaire contre l'antisémitisme et la diffamation (CICAD) s'est fendue d'un communiqué accusant le syndicat de faire l'apologie du terrorisme. En moins de trois heures, le rectorat de l'UNIGE s'est aligné sur cette position en censurant l'agenda de la CUAE, qui fut interdit de distribution au sein et aux abords des locaux universitaires. Dans les jours

qui ont suivi, le syndicat a été menacé d'être privé de ses subventions, ce qui équivaldrait à une dissolution de la seule organisation qui défend les droits des étudiant·e·x·s au sein de l'Université de Genève.

Les événements de ces derniers mois laissent apparaître une situation démocratique inquiétante à l'Université de Genève, à l'interne comme à l'externe.

D'une part, le rectorat semble en effet vouloir s'affranchir progressivement des instances démocratiques universitaires, en affaiblissant les acteurs politiques internes détenteurs d'un contre-pouvoir.

D'autre part, l'autonomie politique de l'UNIGE est mise en péril par l'alignement du rectorat sur les positions d'une organisation réactionnaire externe faisant pression sur lui. La démocratie interne et l'autonomie vis-à-vis du monde politique sont des conditions essentielles du bon fonctionnement du monde académique qu'il faut absolument défendre. Elles garantissent aussi bien sa fonction scientifique – en permettant aux chercheur·e·use·x·s de porter un regard critique sur le monde social – que sa fonction pédagogique – par la transmission de savoirs critiques aux étudiant·e·x·s.

Antoine Dubiau



Neuchâtel En mouvement International

PLUS DE 500 PERSONNES EN VILLE DE NEUCHÂTEL POUR UN CESSEZ-LE-FEU EN PALESTINE ET AU LIBAN

Cette manifestation a été l'occasion du lancement d'une pétition adressée à tou·t·e·x·s les élu·e·x·s du canton de Neuchâtel, à tous les niveaux.

Intitulée « Fermer les yeux, c'est soutenir un régime génocidaire. La Suisse doit cesser d'être complice de l'État d'Israël », elle leur demande de faire entendre leur voix pour

que la Confédération exige un cessez-le-feu immédiat, rétablisse l'aide financière à l'UNRWA, reconnaisse l'État palestinien, condamne Israël pour ses viola-

tions du droit international, cesse toute collaboration militaire et sanctionne toute relation économique soutenant l'occupation. Verra-t-on beaucoup de voix s'élever dans les communes et au Château ?

Carlo Sommaruga s'est exprimé en tant que président du groupe interparlementaire d'amitié Suisse-Palestine aux Chambres fédérales. Ont également pris la parole le CAP (Collectif Action Palestine), BDS Neuchâtel, l'AAIE (Action Anti-Impérialiste Étudiante), La Grève Féministe et solidarités.

La police s'est une nouvelle fois distinguée en exigeant des organisateur·ic·e·x·s le retrait des autocollants « boycott Israël » et « stop genocide » prétendument placés au cours du défilé. Nous attendons des autorités des protestations contre la catastrophe en cours et non des entraves mesquines à la liberté d'expression et de manifestation.

HVU

Pétition « Neuchâtel, dites stop au soutien de la Suisse à l'État d'Israël! » à signer sur petitionenligne.net



François Graf / Strates

Manifestation pour un boycott académique, Unil/EPFL, 9 octobre 2024.

International Liban

EXTENSION DE LA GUERRE AU LIBAN

Alors que l'armée d'occupation israélienne poursuit sa guerre génocidaire dans la bande de Gaza et sa politique d'annexion et de colonisation en Cisjordanie, Tel Aviv a imposé une escalade meurtrière, avec le soutien des États-Unis, contre le Liban prenant la forme d'une guerre ouverte.

Cette escalade a commencé par l'explosion d'appareils de communication utilisés par des membres du Hezbollah, civils et militaires, tuant 39 personnes et en blessant près de 3000. Elle s'est poursuivie par des campagnes de bombardements massifs visant à assassiner les hautes personnalités militaires et politiques du Hezbollah, mais tuant également plus d'un millier de civils et provoquant le déplacement forcé de plus d'un million de personnes. L'armée d'occupation israélienne a également tenté des invasions terrestres au sud Liban.

Le Hezbollah est confronté à son plus grand défi depuis sa fondation, avec l'assassinat de dirigeants militaires et politiques clés, dont son secrétaire général Hassan Nasrallah, qui a dirigé le parti pendant 32 ans. Dans ce contexte, les responsables du Hezbollah tentent de démontrer

que le parti poursuit la voie tracée par l'ancien secrétaire général.

Objectif à court terme pour le Hezbollah: protéger les structures internes et les capacités militaires

Les priorités principales et actuelles du Hezbollah sont tout d'abord de protéger ses structures internes et sa chaîne de commandement, notamment en comblant le vide au sommet du parti en ce qui concerne les diverses responsabilités politiques et militaires, et en élisant un nouveau secrétaire général. Dans ce cadre, il s'agit aussi de maintenir et protéger ses capacités militaires, y compris les missiles et les roquettes à longue portée, contre les attaques et les offensives d'Israël.

Ces priorités expliquent en partie l'évolution rhétorique récente du Hezbollah concernant l'objectif affiché depuis le 7 octobre

2023 de ne pas séparer les fronts de Gaza et du Liban, jusqu'à un cessez-le-feu dans la bande de Gaza. En effet, le secrétaire général adjoint Naïm Kassem, et des députés du parti, Hussein Hajj Hassan et Amine Cherri, ont affirmé après l'assassinat de Hassan Nasrallah que leur priorité était de mettre fin à l'agression israélienne contre le Liban et de soutenir un cessez-le-feu, indépendamment d'un arrêt des combats à Gaza. Cependant, ces déclarations restent lettre morte, car l'armée d'occupation israélienne poursuit sa guerre meurtrière contre ce pays. Cette évolution est aussi liée aux défis internes sur le plan national, et à l'incapacité pour l'Iran, son principal soutien, de faire bien plus en faveur du Hezbollah.

Les capacités militaires du Hezbollah continuent de représenter un atout majeur du parti, malgré les infiltrations israéliennes, l'affaiblissement de la communication

interne et l'assassinat d'un grand nombre de ses commandants militaires expérimentés. Il dispose notamment d'effectifs militaires de plusieurs dizaines de milliers de soldats et d'un vaste arsenal de roquettes et de missiles. Pour la première fois depuis le 7 octobre, le parti a utilisé différents types de missiles Fadi, des armes puissantes et de longue portée, pour frapper des sites militaires dans la périphérie des villes de Haïfa et de Tel-Aviv. De même, lors des premières tentatives d'infiltration de l'armée d'occupation israélienne dans les territoires libanais, les soldats du Hezbollah lui ont infligé des pertes, en détruisant plusieurs chars et causant la mort de plusieurs soldats israéliens.

Parallèlement à son mouvement armé, le parti dispose d'un vaste réseau d'institutions fournissant à sa base populaire des services clés et essentiels, même s'ils ont été partiellement mis à mal par la guerre et sont sous pression avec les besoins toujours croissants de la population. Dans ce contexte, la majorité de la base du parti restera très probablement fidèle aux instances, malgré des critiques plus importantes formulées, en particulier en l'absence d'une alternative politique inclusive et alors que le Liban se trouve dans une crise économique profonde et continue; avec un État et des services publics aux abonnés absents.

Impact de l'affaiblissement du Hezbollah sur les rapports de force géopolitiques régionaux

Au niveau régional, un affaiblissement trop important du Hezbollah est problématique pour la stratégie géopolitique et le réseau d'influence régional de l'Iran. La dernière attaque iranienne contre Israël doit être considérée dans ce cadre, tout en essayant de réaffirmer une forme de dissuasion, bien qu'inégale par rapport à la supériorité des capacités militaires israéliennes et au soutien apporté par Washington. De plus, cette attaque ne permettra à aucun moment d'arrêter la guerre israélienne contre le Liban ou d'alléger les pressions militaires et politiques croissantes sur le Hezbollah.

L'impunité totale de l'État d'Israël, et cela grâce au soutien des États-Unis et de ses alliés européens, doit être dénoncée et combattue. Les politiques criminelles d'Israël menacent toute la région et causent encore davantage de destructions et de chaos.

Joseph Daher

CONTRE LES RAVAGES DU FEU, UNE INDISPENSABLE RÉFORME AGRAIRE

Ces dernières années, l'attention s'est focalisée sur la destruction des forêts en Amazonie. Pourtant, dans d'autres régions du Brésil, l'agro-industrie dévore et détruit tout. Cela n'est pas fortuit, mais résulte d'un accord politique.

Dans notre dernier numéro, nous avons évoqué les incendies massifs en Amazonie. Pourtant dans l'État de Piauí, de gigantesques incendies continuent de ravager la savane du Cerrado, un territoire grand comme la moitié de l'Union européenne, lui donnant parfois un aspect d'Hiroshima.

Autrefois riche écosystème, immense puits de carbone et bassin hydrographique vital, le territoire s'est transformé en immenses étendues de champs de soja, sorgho et coton, dont certains font 50 km de long, et sont la fierté des grands propriétaires terriens et agronégociants, les fazendeiros. Cette destruction de la nature n'a rien à voir avec les incendies naturels. Les forêts sont systématiquement détruites (30 % de perte depuis 2004) par des feux maîtrisés par et pour les maîtres de l'agro-industrie.

La dévoration

Ces fazendeiros sont des doctrinaires de l'agronégoce, climato-sceptiques et exploiters sans scrupules de la terre et de ses habitants. L'anéantissement du Cerrado est surnommé « la dévoration ». Cette destruction a entre autres réduit la surface hydrique du Brésil de 15 % depuis 1985. Bien entendu, les pesticides sont massivement utilisés – 600 millions de litres par année dans cette seule région, conséquence de ce type d'agricul-

ture hautement mécanisée et destinée à l'exportation.

Conséquences : savanes livrées aux flammes, saccage de la nature, accaparement des terres, assèchement des cours d'eau, intoxication aux pesticides. Sous cet angle, l'écosystème du Cerrado est plus vulnérable que celui de l'Amazonie, car seulement 8 % de son territoire est protégé, contre la moitié pour l'Amazonie.

L'attitude complaisante de Lula

Cette menace semble étonnante, car l'État de Piauí, comme d'autres États du Nord-est, est gouverné par le Parti des travailleurs, le parti de gauche du président Lula. Pourtant, les autorités sont très conciliantes avec les fazendeiros, les autorisations sont officiellement et facilement délivrées. Pourquoi cette attitude ? La principale explication tient à un compromis négocié par Lula. Offrir aux rapaces de l'agronégoce le Cerrado en échange de la préservation de l'Amazonie.

Lula sait que les tous les regards se portent sur l'Amazonie, des ONG à l'UE. Alors le Cerrado fait office de « substitution » pour l'agro-industrie. Le champ est libre pour saccager l'écosystème et imposer une agriculture hyper extensive, uniquement destinée à l'exportation vers l'Europe. Pour les règlements de l'UE, la protection de la savane n'est

pas incluse dans la déforestation. Dans l'état actuel le pire est sans doute à venir.

La déforestation est aujourd'hui une des étapes indispensables pour permettre à l'agriculture industrielle de gagner de nouveaux territoires sur des surfaces énormes dans le but de continuer à développer des monocultures par des méthodes intensives (mécanisation, chimie) et s'insérant dans une mondialisation de la production agricole. Cela constitue une « réforme agraire » en faveur de ces nouveaux capitalistes.

Croire qu'un tel modèle peut être régulé tient de l'illusion. Face à la puissance et aux intérêts des capitalistes du secteur (car ce ne sont plus des agriculteur·rices), les législations et les appels vertueux au respect de la biodiversité et des forêts tropicales restent lettre morte.

Relancer une stratégie de réforme agraire

La réalisation de réformes agraires est une autre alternative, surtout lorsqu'elle s'appuie sur les mouvements de paysans sans terre (MST) et d'ouvriers agricoles appauvris, premières victimes de ce développement industriel.

Une réforme agraire « par en-bas », c'est-à-dire qui met en priorité les intérêts des couches populaires, est une précondition pour réaliser une protection de l'environnement qui respecte à la

fois la justice sociale et la justice climatique.

Ce type de réforme agraire implique l'expropriation des compagnies de l'agro-négoce, et un changement du type de propriété. Mais une simple redistribution reste insuffisante. La mise en place d'une planification écosocialiste est indispensable pour permettre la reconversion de la production agricole. Cette orientation implique aussi de sortir d'une logique de marché et de compétition, afin de garantir des prix (et donc un niveau de revenus pour les producteur·ices), de définir les types de cultures à favoriser et des réserves pour faire face aux aléas naturels. Le retour à un développement agroécologique permettra ainsi de mettre fin à la déforestation, par un contrôle public et populaire, par une démocratie participative et réelle sur les choix agricoles dans les collectivités locales, et assurera aussi un retour à des territoires non-productifs.

L'expropriation se ferait sans indemnités bien entendu. Cela au titre de réparations pour les dégâts directs et indirects que ces compagnies ont causé aux populations et à la nature.

Cela représente donc un projet bien plus vaste que « la protection de l'environnement ». S'il n'y aura pas de révolution en terre rasée, il n'y en aura pas plus sans réforme agraire radicale.

José Sanchez



Les incendies s'approchent de la capitale, Brasilia, 15 septembre 2024

RÉÉQUIPER LE TISSU SYNDICAL D'UNE STRATÉGIE OFFENSIVE

Malgré sa perte de vitesse lors des dernières décennies, le mouvement syndical français reste un contre-pouvoir essentiel qui s'appuie sur un tissu organisationnel composé de centaines de milliers de personnes. Théo Roumier rappelle que c'est précisément ce caractère massif qui fait la force du syndicalisme et qui fonde son potentiel de transformation sociale. Entretien avec ce syndicaliste qui vient de publier un ouvrage sur Charles Piaget et qui donnera deux conférences en Suisse.

Malgré l'arrivée en tête du Nouveau Front Populaire (NFP), mais sans majorité, lors des dernières élections législatives françaises, Macron a choisi un vieux baron de la droite – Michel Barnier – comme premier ministre. En tant que syndicaliste, quel regard portes-tu sur cette séquence des derniers mois ?

Disons déjà que la constitution comme le score du NFP n'étaient pas gagnés d'avance, loin de là. On sortait d'un scrutin européen fratricide à gauche, avec des désaccords très profonds, notamment sur l'expression de la solidarité – pourtant indispensable – envers le peuple palestinien. Mais l'élan unitaire a su déborder les appareils. D'abord par des appels à l'union, et ce dès le 10 juin, lendemain de l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale par Macron. Des appels qui émanèrent assez vite de militant·es du mouvement social, mais aussi d'organisations syndicales en tant que telles, avec au premier rang, il faut le dire, la CGT.

Tout le monde au sein du « peuple de gauche », si on peut utiliser cette expression, avait parfaitement conscience que le risque de victoire de l'extrême droite était réel. Toutes listes confondues, elle avait atteint quasiment les 40 % au soir du 9 juin. Nous étions en état de choc. Mais nous avons su retourner ça

en énergie militante, dépasser les sectarismes et les postures doctrinaires.

Dans mon propre syndicat – SUD éducation – j'ai été bluffé par la conscience qu'avaient les adhérent·es et les militant·es d'être face à un moment de bascule, par la conscience qu'elles et ils avaient de la gravité de la situation. SUD est très attaché à l'indépendance syndicale, farouchement même. Très méfiant aussi envers les formes de représentation de la démocratie bourgeoise. Mais là, lorsqu'il a fallu décider d'appeler clairement à voter pour les candidatures du NFP, le syndicat n'a pas tergiversé. Sans se subordonner non plus. Et ça, on l'a retrouvé dans d'autres structures, CGT et FSU principalement, et dans d'autres secteurs professionnels. Des associations aussi, comme Attac ou le Planning familial, n'ont pas hésité à prendre leurs responsabilités. Pour la France c'est quelque chose d'assez exceptionnel (même si ça n'est pas absolument nouveau).

Cet engagement du mouvement social, ainsi que de nombreuses personnes inorganisées, c'est ce qui donnait la base d'un Front populaire qui n'était pas réduit au seul cartel électoral. Cette distinction était présente : les syndicats, la CGT, appelaient à « faire front populaire », dépassant la seule logique du scrutin. C'était un sursaut anti-

fasciste dans les urnes, oui, mais ça n'était peut-être pas seulement ça.

Et je crois qu'un des problèmes que nous avons aujourd'hui c'est que les habitudes ont bien trop vite repris le dessus : le NFP est devenu (ou resté) une combinaison d'appareils politiques sans se saisir pleinement de la vitalité qui s'est exprimée au début de l'été. C'est une étiquette, un sigle presque banal qui ne remplit pas la fonction de « catégorie politique vivante »¹. Alors qu'on aurait pu imaginer des cadres communs de Front populaire – à la base mais aussi au sommet – alliant les associations, les syndicats, les politiques pour « battre le fer tant qu'il est chaud » comme dit la chanson. Y compris en garantissant l'indépendance et la liberté de critique et d'action de chacune et chacun. Mais au moins, l'initiative aurait été de notre côté... et surtout n'aurait pas été seulement cantonnée au choix laborieux d'un nom de premier·e ministrable du NFP !

Quant au présidentielisme, il continue de dévorer les ambitions, même à gauche malheureusement. Ça n'est pas seulement ça, mais c'est aussi ça qui a laissé de l'espace à Macron : résultat, on se retrouve avec un gouvernement de droite dure sous surveillance d'un RN au groupe parlementaire renforcé. Rien n'est jamais perdu, mais l'extrême droite est plus que jamais en embuscade.

Quelles sont, selon toi, les implications de cette situation pré-fasciste en France sur le mouvement syndical ?

Elle nous met au pied du mur. Je parlais des habitudes : il va falloir sérieusement les bousculer. La crise institutionnelle, réelle, ne tempère pas les appétits du capital. En dernière instance, le patronat, comme en 1936, préférera le RN au NFP. Qu'est-ce qui peut faire rempart pour notre camp ? Le mouvement social. Dans toute sa diversité et avec le plus de combativité et d'imagination possible.

Il faut pour ça « rééquiper » le syndicalisme d'une stratégie offensive. Ça n'est pas simple : les discours sur le « bouton rouge » de la grève générale sont passablement agaçants de ce point de vue quand on sait à quel point le travail d'organisation est exigeant. Un travail d'organisation qu'il faut remettre au centre. Faire des « cartes ouvrières » pour se développer, réfléchir les implantations importantes... Et puis est-ce que « l'intersyndical », c'est seulement un appel avec une collection de logos ? Est-ce que ça ne peut pas être des tournées communes, des affiches collées ensemble, des tracts distribués ensemble, etc. ? Est-ce qu'il ne faut pas renforcer encore l'unité, réfléchir plus avant – et plus vite – à une possible unification syndicale ?

Charles Piaget à la tribune d'une manifestation lors de la grève des ouvrier·es de l'usine Lip, Besançon, 29 septembre 1973



Le syndicalisme hexagonal n'est peut-être pas au mieux de sa forme, mais il offre toujours des possibilités que n'ont pas les autres organisations. Par le maillage du territoire qu'il a, les locaux... et surtout la connexion directe et concrète aux classes populaires. Même s'il y a des permanent-es, des « bureaucrates », le syndicalisme ça reste des centaines de milliers de femmes et d'hommes qui résistent et tissent des solidarités au quotidien. L'outil n'est pas parfait (mais lequel l'est aujourd'hui ?), il n'est pas non plus imperméable aux idées d'extrême droite, mais il a cet ancrage, dans les villes mais aussi dans les territoires ruraux, qui peut être décisif dans les mois et les années à venir. À condition d'arriver à traduire les aspirations des classes populaires dans un sens anticapitaliste et progressiste.

Tu seras présent le 31 octobre prochain à Lausanne et le 1^{er} novembre à La Chaux-de-Fonds à l'invitation de solidaritéS pour présenter ton ouvrage sur la trajectoire de Charles Piaget. Que peuvent nous apporter les réflexions et expériences de ce célèbre syndicaliste dans la période actuelle ?

Beaucoup je pense, même si les contextes sont différents. Charles Piaget – qui nous a quitté l'an dernier – est connu pour son rôle dans la grève de Lip en 1973. Mais il a milité toute sa vie. D'abord comme

syndicaliste CFTC puis CFDT dans son usine, à Besançon². En s'engageant contre le colonialisme et la guerre d'Algérie, pour un socialisme anti-autoritaire au PSU³. Il fut enfin, plus tard, membre fondateur d'AC!⁴. Son seul parcours, qui est marqué d'une grande sincérité et d'une grande intégrité, est une source d'inspiration. C'était aussi un véritable intellectuel ouvrier. Ses réflexions, étroitement liées à son action, méritent d'être redécouvertes.

Par exemple, un de ses derniers textes directement politique plaidait pour une « *voie révolutionnaire démocratique* »⁵. Il commençait par affirmer qu'il « *n'existe pas de raccourci électoral* » pour changer la société. Et Piaget n'était pas anarchiste ! Lui-même a été candidat à plusieurs reprises pour le PSU (il a même failli être présenté, pour la « *renverser* », à la présidentielle de 1974). Non, ce qu'il voulait dire par là, c'est qu'on ne pouvait pas faire l'économie des tâches de mobilisation collective, d'organisation démocratique à la base. Il y voyait la véritable source d'un changement radical. Parlant du socialisme trente-cinq ans plus tôt, en 1974, il avait eu cette formule cinglante : « *Notre objectif n'est pas de remplacer les patrons et les préfets de droite par des directeurs et des préfets de gauche.* » En somme, il s'agit de ne pas se

tromper, de ne pas lâcher la proie pour l'ombre. Occuper les lieux de pouvoir, ce n'est pas transformer le pouvoir.

Il en faisait découler une disposition militante : « *un projet n'a de valeur et de crédibilité que s'il se traduit dans la pratique quotidienne. [...] La question du socialisme, pour nous, se joue tous les jours.* » C'est une conception de l'organisation politique, non seulement comme intellectuel collectif mais comme parti-atelier.

Et dédié à l'auto-organisation des classes populaires. Piaget n'hésitait pas à bousculer les cadres établis de l'action syndicale, martelant qu'il fallait avoir « *la capacité d'écouter la base et de [se] laisser remettre en cause* », défendant, lui, le délégué syndical, qu'il fallait « *accepter d'être dépassé sinon nous devenons un frein au développement de la lutte* ».

On retrouve là les termes du débat sur l'autogestion, qui a traversé la gauche dans la décennie 1970. Et finalement, toutes ces questions – il y en a encore d'autres, mais on ne peut pas toutes les soulever ici – on peut les remettre sur le métier.

Parce que regardons la situation actuelle, il n'y a pas de mystère : pour que l'extrême droite recule, il faut que la gauche avance. Pour ça, je suis convaincu qu'il faut une gauche qui se situe clairement, appelons-là comme on veut, « de

combat », « de rupture »... mais surtout appuyée sur des pratiques militantes qui dessinent et défendent un projet d'émancipation. Qui le rende palpable et concret. Au plan syndical comme au plan politique d'ailleurs. Cette gauche d'émancipation se cherche aujourd'hui autour de la perspective écosocialiste, sans doute pas si éloignée que ça d'une « *voie révolutionnaire démocratique* ».

Propos recueillis par Antoine Dubiau ■

- 1 Voir Laurent Lévy, « "Front Populaire", une catégorie politique vivante », *Contretemps*, eu le 24 juin 2024.
- 2 Confédération française des travailleurs chrétiens, dont la majorité devient la Confédération française démocratique du travail en 1964.
- 3 Parti socialiste unifié, fondé en 1960, dissous en 1990.
- 4 Agir ensemble contre le chômage, fondé en 1993.
- 5 Retrouvé dans les archives de Piaget, ce texte rédigé en 2009 est reproduit dans le livre de Théo Roumier.

Infos pratiques des conférences de Théo Roumier, voir agenda



Théo Roumier, Charles Piaget, de Lip aux « milliers de collectifs ». Paris, Libertalia, 2024

PLONGÉE EN EAUX QUEER-FÉMINISTES

Mets tes palmes est un collectif fondé en 2020 dans une perspective féministe, intersectionnelle, queer, décoloniale, anti-capitaliste, anti-étatique, écologique et anti-spéciste. Nous avons réalisé cet entretien dans le cadre de la parution du septième numéro de leur revue, qui porte le même nom.

Peux-tu nous présenter votre collectif? Votre mode de fonctionnement et votre démarche?

Le collectif a été fondé en 2020 à Vevey, juste avant le début de la pandémie de covid. Le nom Mets tes palmes vient d'une volonté de s'inscrire dans l'histoire des courants des féminismes qui nous ont précédé. C'est aussi une forme d'appel à la lutte, d'enfiler ensemble ces palmes pour se jeter dans le grand bassin des luttes féministes.

On est un collectif qui fonctionne de manière entièrement militante et la majorité des membres ne vient pas du monde du journalisme. On se nourrit des compétences des unexs et des autres pour apprendre ensemble. On fonctionne en mixité choisie sans hommes cis et on adopte un fonctionnement horizontal. On a aussi une charte de fonctionnement que chaque personne qui veut nous rejoindre doit lire et approuver. Actuellement, on est environ une dizaine de membres et on est toujours ouvert à des nouvelles personnes! On publie environ une revue par année.

Comment se passe la construction d'un numéro de la revue?

On n'a pas vraiment de ligne éditoriale prédéfinie très stricte. On définit ensemble une thématique, entre nos envies et des éléments de l'actualité sociale et politique qui nous importent. Dans chaque numéro, il y a un mélange entre des articles militants, des articles académiques et des articles plus poétiques. Le but étant de reflé-

ter plusieurs voix et les plumes de tout le monde. On a aussi toujours des témoignages et des interviews avec des personnes qui ont des pratiques que l'on ne retrouve pas forcément au sein du collectif.

Après avoir défini ensemble la thématique, les personnes impliquées rédigent leur article. On a ensuite une relecture collective générale de tout le contenu, une deuxième relecture plus en profondeur qui est effectuée par des petits sous-groupes, suivie d'un travail de vérification des sources effectué aussi par un petit groupe de personnes. Après il y a toute la partie graphisme et illustration qui est encore réalisée par un autre sous-groupe de personnes.

On fait imprimer la revue chez un imprimeur à Vevey, c'est la seule étape qui n'est pas DIY et pour laquelle on a un coût fixe. Et pour finir, on vernit la revue! En amont, il y a tout un travail de recherche de fonds, de comptabilité, de communication, d'organisation d'événements qui est plus invisible mais qui constitue une part tout autant importante de notre activité militante.

On tire chaque numéro à environ 300 exemplaires, en fonction des moyens financiers dont nous disposons au moment de l'impression du numéro. On a un système d'abonnement à trois numéros, avec différentes échelles de prix, car nous pratiquons le prix libre. On les distribue à différents endroits, comme à Vevey (café le Bachibouzouk), Lausanne

(disquaire Disc-à-Brac et librairie les Médusales), Genève (librairie Fahrenheit 451), Nyon (boutique The Gallery), Fribourg (librairie l'Art d'Aimer et disquaire Ablette Records) et les numéros sont disponibles dans différentes bibliothèques et en version PDF sur notre site.

Concernant les thématiques, jusqu'ici, on a fait un premier numéro sur les problématiques soulevées par la crise du covid, un deuxième sur l'intersectionnalité, un autre sur la thématique du corps, un quatrième numéro qui parlait de la mort, ensuite un numéro qui portait sur le thème de la chaleur et un sixième qui tournait autour de la thématique du jeu. Pour notre septième numéro, on a décidé de travailler sur la problématique des frontières/limites.

Peux-tu nous parler un peu plus de ce nouveau numéro?

La thématique a été abordée de plein de manières différentes. Il y a notamment un article sur les droits d'asile des personnes queer, un autre sur les initiatives étudiantes développées pour l'intégration à l'université des personnes réfugiées, un sur le génocide en cours en Palestine, un autre sur le rapport à la sobriété comme pratique pour poser des limites corporelles, ou encore un autre sur les limites de l'imagination.

Les rédacteurx sont généralement des membres du collectif mais, pour la première fois, dans ce numéro, une personne externe nous a envoyé un texte que nous

avons publié. On a aussi un article qui est une carte blanche à des membres du collectif Voix d'Exils.

Récemment, vous avez inauguré un nouveau format en organisant une exposition à partir d'archives de revues féministes romandes des années 1970-1980. Peux-tu nous parler un peu de cette exposition?

L'exposition s'appelle *Plongée en archives féministes (1975-1986) — De la revue L'Insoumise à CLIT 007: une décennie de féminisme romand*. Elle est née d'une collaboration spontanée avec Eeeeh! — qui est un espace d'art à Nyon qui organise des événements culturels et artistiques avec une ligne militante et engagée.

Au départ, on était un peu intimidé par ce que la plupart des membres du collectif ne viennent pas du monde de l'art contemporain. Initialement, on avait réfléchi à la possibilité d'inviter des artistes mais assez vite, on est arrivé à la conclusion que l'on n'était pas des spécialistes des expositions et du monde de l'art contemporain. Du coup, quand l'idée de faire une exposition sur des archives de revues a émergé, on a trouvé une envie collective de s'investir dans ce projet.

On a préparé l'exposition pendant l'été avec un groupe de travail « curation ». On a passé beaucoup de temps dans différents centres d'archives et on s'est rendu compte que c'était aux archives contestataires qu'il y avait le plus de contenu qui nous intéressait. On a eu une approche assez naïve de



ces archives parce qu'on ne disposait pas vraiment de connaissances préalables sur la presse féministe de ces années-là. On a tout regardé, tout feuilleté. Les archives contestataires nous ont aussi beaucoup aidés dans notre démarche et on les en remercie !

On a cherché des personnes qui défendaient un féminisme qui ressemble au nôtre et c'est comme ça qu'on est tombé sur deux revues : *L'Insoumise*, qui est née en 1976 et a duré quelques années, et *CLIT 007*, qui découle du collectif Vanille-Fraise qui s'est détaché de *L'Insoumise* en 1979 pour fonder en 1981 cette nouvelle revue « *Concentré Lesbien Irrésistiblement Toxique* ». Cette revue s'est transformée en bulletin de L'ILIS (International Lesbian Information Service), qui a duré jusqu'en 1986.

Ces deux revues nous ont intéressés parce qu'elles regroupaient des thématiques qui nous parlaient. Dans *L'Insoumise*, on trouve beaucoup de questions liées à la précarité, à l'avortement, aux conditions d'existence des femmes ouvrières; avec toujours des actions directes, comme une occupation d'usine. Dans *CLIT 007*, on trouve plutôt des thématiques qu'on qualifie de lesbiennes ou queer. Une dimension vraiment intéressante de cette revue, c'est la manière dont elle devient plus intersectionnelle au fil des numéros.

On s'est senti proche de ces deux productions militantes pour des raisons variées. On trouvait intéressant les différences qui pouvaient exister dans notre collectif

sur ce sentiment de proximité justement et sur ce que ça pouvait dire des prérequis nécessaires pour construire une communauté basée sur la proximité des vécus et des expériences. En même temps, on trouvait aussi intéressant de montrer comment, au-delà des différences, *L'Insoumise* et *CLIT 007* étaient aussi reliées; notamment par leur participation au Mouvement de libération des femmes (MLF).

Dans le cadre de l'expo, on a organisé une table ronde à Eeeh ! avec des anciennes militantes du MLF – qui étaient membres de ces revues et qui militent encore aujourd'hui – et une historienne de l'art qui a écrit un ouvrage sur les pratiques curatoriales d'archives. Ça nous intéressait de faire dialoguer cette double perspective expérientielle d'un côté, et plus académique et de recherche de l'autre, et de créer un dialogue intergénérationnel. C'était un moment très beau et très fort !

Cette exposition et la table ronde entrent en résonance avec la thématique de la mémoire et de la transmission des luttes féministes et queer. Comment cette problématique raisonne-t-elle au sein de Mets tes palmes ?

Cette question d'accessibilité et de transmission des pratiques et des témoignages, c'est une réflexion qu'on a depuis le début et qui s'articule aussi dans la volonté de faire une revue, mais peut-être de manière moins formalisée. C'est vrai que le contact des archives nous a aussi fait réaliser qu'on devait

réfléchir à comment garder des traces de nos propres productions, par exemple en déposant des exemplaires des numéros aux archives contestataires. De la même manière, les discussions pendant la table ronde ont mis en lumière cette problématique intemporelle de la fragilité de nos productions militantes, qui reposent sur les épaules d'un petit nombre de personnes qui ne sont souvent pas loin d'un burn out militant. Des supers projets comme celui de *L'Insoumise* ou de *CLIT 007* ont pu prendre fin pour des questions d'épuisement.

Cette exposition a aussi développé chez nous une réflexion autour de la question de la continuité et un intérêt pour les luttes féministes en Suisse, qui sont encore très peu connues et souvent invisibilisées. On s'est rendu compte qu'il y avait aussi malheureusement une continuité dans les problématiques contre lesquelles on doit se mobiliser, comme la montée des forces réactionnaires et du fascisme, ou encore les attaques contre les droits reproductifs ou l'autonomie corporelle.

Ouvrir des espaces comme ceux de l'exposition et de la table ronde, ça permet aussi de se rendre compte que l'on n'est pas seule, qu'il y a eu des choses avant nous. Par exemple, l'usage de l'humour et du détournement dans les pancartes et les actions féministes était déjà très présent dans les années 1970 – 1980. Pareil pour les techniques comme le collage. Un enjeu que la table ronde et les archives

ont permis de soulever, c'est celui des conditions nécessaires pour se rencontrer entre personnes sexisées, entre lesbiennes, entre militantes féministes. Par exemple, dans *CLIT 007*, on trouve beaucoup d'appels pour des rencontres de femmes. Ce type d'usage permet de donner une nouvelle fonction à l'objet de la revue et donne envie d'organiser plus d'événements comme ceux-ci, pour se rencontrer davantage et faire des choses ensemble à partir de nos vécus.

Pour finir, Est-ce que tu as des futurs événements à nous annoncer ?

Le 25 octobre, il y a le finissage de l'exposition à Eeeh !, avec des lectures et un dj set de Kween K. On sera aussi au microsalon organisé par askip le 26 octobre à Ripopée (Nyon) si vous voulez venir acheter le nouveau numéro, ou des anciens ! Vous pouvez aussi nous suivre les réseaux pour connaître nos prochaines activités.

Propos recueillis par Noémie Rentsch

Instagram : @mets.tes.palmes
mets-tes-palmes.com



Mets tes Palmes, numéro 7, octobre 2024

solidarités

440

18-10
2024

C'est quoi ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidaritéS, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous !

Abonnements

SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet: solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

- solidarités
- Case Postale 2089
- 1211 Genève 2
- ou abos@solidarites.ch
- ou +41 22 740 07 40

Sommaire

3 **Immigration**
Supprimons les frontières et unissons-nous dans la lutte

4 **Votations**
EFAS: la santé publique n'est pas à vendre!

5 **Vaud**
Cachez cette consommation que je ne saurai voir

6-7 **Santé**
Politiques publiques en matière d'addictions: dissimuler ou accompagner?

8 **Monde du travail**
Tamedia fauche la presse romande!

9 **Genève**
Alerte démocratique à l'Université de Genève

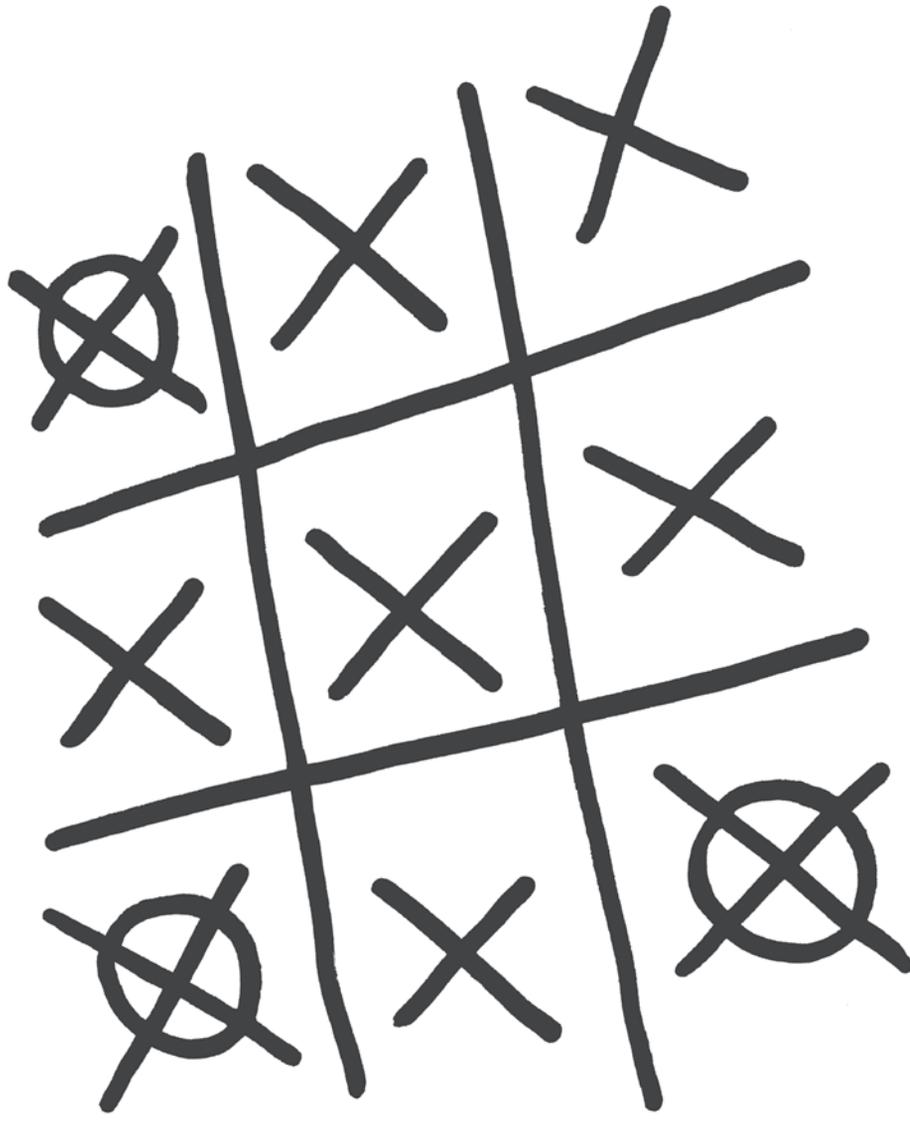
10 **International**
Extension de la guerre au Liban

11 **Écologie**
Contre les ravages du feu au Brésil, une indispensable réforme agraire

12-13 **Histoire**
Rééquiper le tissu syndical d'une stratégie offensive

14-15 **À lire**
Mets tes palmes: plongée en eaux queer-féministes

Neuchâtel
Plus de 500 personnes en ville de Neuchâtel pour un cessez-le-feu en Palestine et au Liban



○ : ZONES DE SÉCURITÉ POUR LES CIVILES

X : ZONES D'ATTAQUE DE L'ARMÉE ISRAËLIENNE

MASINO